L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No. 73. NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 12 OCTOBRE 1867. Entre les rues Bienville et Conti.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIÉTAIRES - ÉDITEURS.

PRIX DE L'ABONNEMENT.
EDITION QUOTIDIENNE.
Par an, $10; par semestre, $6; par trimestre, $4
Prix d'un exemplaire, 10 CENTS.
EDITION BI-HEBDOMADAIRE
Paraissant le Mardi et le Samedi:
Par an, $4; par semestre, $2.

TARIF D'ANNONCES.
Les annonces insérées dans le cours de l'été dans les diverses parties du journal, paieront $1 00 le carré pour la première insertion, et 75 CENTS le carré pour chaque insertion subséquente.
Les annonces insérées dans la page éditoriale paieront $1 50 le carré pour chaque insertion.
Les annonces publiées par intervalles, paieront comme annonces nouvelles pour chaque insertion.
Les annonces en noir, dans la page éditoriale, paieront $20 net le carré par jour.
Les personnes faisant régulièrement et ouvrant des annonces annuelles, seront prêts indiqués ci-dessus pour les annonces transitoires, lui concernant qu'il sera convenu avec elles; mais dans aucun cas, on n'accompte ne dépen sera 25 pour cent.
Toutes réclames d'annonces d'affaires paieront 20 cents net la ligne pour chaque insertion.
Toute annonce transitoire doit être payée d'avance.
Les annonces dont le nombre d'insertions n'est pas spécifié seront publiées sin fdn.
Les comptes des personnes faisant régulièrement des annonces leur seront envoyés à la fin de chaque mois.

NOUVELLE-ORLEANS,
SAMEDI MATIN, 12 OCTOBRE.

☞ Pour la liste des navires et vapeurs arrivés dans notre port, ainsi que les expéditions faites en dehors, voir à la page anglaise.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par Hoffman, Marks & Co, à leur salle d'encan, rue de Chartres—vente spéciale et sans réserve, de 500 assortiments, souliers et brodequins, pour dames, enfants et jeunes garçons.

Par E. Rost & Co, à leurs salles d'encan, rue de la Levee—300 caisses, bottes, souliers et brodequins.

Par C. E. Fortier, à leur salle d'encan, No 38 rue Royale—un lot de meubles, des machines à rectifier et cordes d'emballage. De plus, un lot de grosses rue moulte en or, une épingle en diamant, une montre en or, et de linge de corps. Et à la Bourse des Négociants et des Encanteurs—une propriété située dans la rue de la Douane, entre les rues Bienville et Conti.

Par Montgomery, Brown & Co, à leur salle d'encan rue de Camp, vente régulière de meubles et ustensiles de ménage, et des décorations de Pâques, cire, Gravier, chevaux appartenant et de mesdames, ustensiles, vaches laitières, bagages, &c.

Par J. P. Schmidt, aux Nos 45 et 47 de la rue Orleans, meubles, lits, fauteuils, berceaux, &c.

Par Vincent & Co, au No 16 de la rue de Chartres—habillements neufs et élégants de messieurs, sans réserve.

Par D. E. Murphy, au No 67 de la rue des Magasins—bijoux et diverses.

Par Hugh Bibbins & Co, au No 21 de la rue de Chartres—marchandises neuves, habillements, chapeaux et coutellerie.

☞ Achetez vos cassonades et chocolats chez M. Kraut Turpin, 93 Vieille Levée.

Les Projets des Radicaux.

Nous avons mis sur le compte d'une malveillance vulgaire les bruits répandus par les organes radicaux sur des prétendus projets de coup d'Etat attribués au Président, et nous n'avons pas cru les avoir à ridiculiser les craintes que la droite du Maryland était comme inspirer aux partisans du Congrès. Quelques journaux conservateurs du Nord voient dans cette propagande systématique de rumeurs alarmantes, autre chose que le désir d'influencer les élections. Ils soupçonnent là une tactique analogue à celle des gouvernements européens qui ne trouvent pas de meilleur prétexte pour déclarer une guerre, dont ils ont depuis longtemps arrêté le dessein, que le prendre soin de leurs préparatifs de défense de leurs adversaires, et de demander un désarmement immédiat.

Ainsi font les radicaux, disent nos confrères, ils poussent des clameurs à propos des six cas.

Un autre : par le gouvernement Sheridan, afin de justifier l'adoption de mesures révolutionnaires et l'établissement d'un régime de terreur à Washington, recourir qui serait appuyé par la présence, dans la capitale, de nombreux détachements de la Grande Armée de la République, et au besoin par l'envoi des milices loyales des Etats du nord. Voici comment le correspondant à Washington du *Boston Post* décrit le grand complot des radicaux pour le renversement du pouvoir législatif :

Les chefs radicaux actuellement ici se vantent, en confidence, à leurs amis de l'achèvement de leurs plans pour l'avenir. Ils disent que le général Hunter a déjà préparé une proclamation conjointe qui déclare que tout fonctionnaire contre lequel une mise en accusation sera prononcée, sera suspendu de ses fonctions pendant le jugement. Immédiatement après le passage de cette résolution, la mise en accusation sera votée sans délai à la Chambre au moyen de la question préalable, et M. Wade sera assermenté à prêter serment comme faisant fonctions de Président des Etats-Unis. Votre correspondant a demandé à un de ses messieurs par quels moyens ils comptaient assurer à M. Wade le fauteuil présidentiel après sa prestation de serment au Capitole. Sur ce point, a-t-il dit, le peuple, il y a quelque doute, attendu que le général Grant n'a donné aucune assurance et n'a voulu indiquer cette de chef Présidentiel qu'il reconnaîtrait ; mais en cas de refus de sa part d'embrasser la cause des radicaux, ils se rejetteront sur le milieu des Etats du Nord, aussi bien que sur leur propre organisation, la Grande Armée de la République, dont une grande partie se trouvera à Washington. Je fis observer alors que le succès des conservateurs dans les élections d'automne causerait probablement un changement dans ce programme. Mon interlocuteur répondit : Oh, cela nécessiterait seulement une plus grande fermeté et une action plus prompte. Il ajouta aussi qu'on croyait que M. Johnson résisterait, dans le but de gagner la faveur de résistance que lui avait faisée le Congrès serait facilement surmonté. Tel est le programme désespéré des révolutionnaires, et le cas de bonne source qu'il sera strictement exécuté.

En admettant que le correspondant de *Boston Post* ait bien informé en ce qui concernait les intentions alors arrêtées des meneurs radicaux, nous avons peine à croire qu'après la leçon sévère que les électeurs de la Pennsylvanie et de l'Ohio viennent de donner à leur parti, ils aient l'audace de persister dans des semblables actes téméraires. Leur organisation entière, connue sous le nom de Grande armée de la République, n'est pas une organisation assez homogène pour qu'ils puissent compter sur elle. Ils n'ont aperçu dernièrement que des faux frères s'y étaient glissés, et qu'elle était entachée de levain démocratique. On trouve beaucoup de bouche parlerie tant qu'il ne s'agit que de délibérer, mais quand il faut aller attacher le grelot et payer de sa personne on trouve fort peu de dévoués d'acteur. Quant aux milices des Etats du Nord, elles sont divisées de sentiment, exactement dans la même proportion que les électeurs, c'est-à-dire à peu près également. Qu'osera prendre la responsabilité d'un appel aux armes qui mettrait aux prises deux millions d'électeurs républicains contre deux millions d'électeurs conservateurs !

Après les manifestations populaires qui viennent d'avoir lieu, toute tentative de la part du Congrès pour priver le Président du pouvoir exécutif par des moyens autres qu'une condamnation prononcée par le sénat, suivant les formes actuellement prescrites, serait un défi jeté à l'opinion publique, un brandon de discorde capable de faire une guerre civile effroyable ; et, si le cœur au Congrès des gens fous au point de nommer Thadeus Stevens et Butler ministres, une aussi monstrueuse proposition, il est certain que pas qu'il y ait dans cette assemblée assez de gens déraisonnables pour se prêter à cette bataille à leur suite dans l'abîme de la guerre civile.

Le résultat des élections d'octobre et probablement aussi celui des élections de novembre, ne laisse aux ardents belligérants de ces gouvernements européens qui ne trouvent pas de meilleur prétexte pour déclarer une guerre, dont ils ont depuis longtemps arrêté le dessein, que le prendre soin de leurs préparatifs de défense de leurs adversaires, et de demander un désarmement immédiat.

Ainsi font les radicaux, disent nos confrères, ils poussent des clameurs à propos des six cas.

Un autre : par le gouvernement Sheridan, afin de justifier l'adoption de mesures révolutionnaires et l'établissement d'un régime de terreur à Washington, recourir qui serait appuyé par la présence, dans la capitale, de nombreux détachements de la Grande Armée de la République, et au besoin par l'envoi des milices loyales des Etats du nord. Voici comment le correspondant à Washington du *Boston Post* décrit le grand complot des radicaux pour le renversement du pouvoir législatif :

Les chefs radicaux actuellement ici se vantent, en confidence, à leurs amis de l'achèvement de leurs plans pour l'avenir. Ils disent que le général Hunter a déjà préparé une proclamation conjointe qui déclare que tout fonctionnaire contre lequel une mise en accusation sera prononcée, sera suspendu de ses fonctions pendant le jugement. Immédiatement après le passage de cette résolution, la mise en accusation sera votée sans délai à la Chambre au moyen de la question préalable, et M. Wade sera assermenté à prêter serment comme faisant fonctions de Président des Etats-Unis. Votre correspondant a demandé à un de ses messieurs par quels moyens ils comptaient assurer à M. Wade le fauteuil présidentiel après sa prestation de serment au Capitole. Sur ce point, a-t-il dit, le peuple, il y a quelque doute, attendu que le général Grant n'a donné aucune assurance et n'a voulu indiquer cette de chef Présidentiel qu'il reconnaîtrait ; mais en cas de refus de sa part d'embrasser la cause des radicaux, ils se rejetteront sur le milieu des Etats du Nord, aussi bien que sur leur propre organisation, la Grande Armée de la République, dont une grande partie se trouvera à Washington. Je fis observer alors que le succès des conservateurs dans les élections d'automne causerait probablement un changement dans ce programme. Mon interlocuteur répondit : Oh, cela nécessiterait seulement une plus grande fermeté et une action plus prompte. Il ajouta aussi qu'on croyait que M. Johnson résisterait, dans le but de gagner la faveur de résistance que lui avait faisée le Congrès serait facilement surmonté. Tel est le programme désespéré des révolutionnaires, et le cas de bonne source qu'il sera strictement exécuté.

En admettant que le correspondant de *Boston Post* ait bien informé en ce qui concernait les intentions alors arrêtées des meneurs radicaux, nous avons peine à croire qu'après la leçon sévère que les électeurs de la Pennsylvanie et de l'Ohio viennent de donner à leur parti, ils aient l'audace de persister dans des semblables actes téméraires. Leur organisation entière, connue sous le nom de Grande armée de la République, n'est pas une organisation assez homogène pour qu'ils puissent compter sur elle. Ils n'ont aperçu dernièrement que des faux frères s'y étaient glissés, et qu'elle était entachée de levain démocratique. On trouve beaucoup de bouche parlerie tant qu'il ne s'agit que de délibérer, mais quand il faut aller attacher le grelot et payer de sa personne on trouve fort peu de dévoués d'acteur. Quant aux milices des Etats du Nord, elles sont divisées de sentiment, exactement dans la même proportion que les électeurs, c'est-à-dire à peu près également. Qui osera prendre la responsabilité d'un appel aux armes qui mettrait aux prises deux millions d'électeurs républicains contre deux millions d'électeurs conservateurs !

Après les manifestations populaires qui viennent d'avoir lieu, toute tentative de la part du Congrès pour priver le Président du pouvoir exécutif par des moyens autres qu'une condamnation prononcée par le sénat, suivant les formes actuellement prescrites, serait un défi jeté à l'opinion publique, un brandon de discorde capable de faire une guerre civile effroyable ; et, si le cœur au Congrès des gens fous au point de nommer comme Thadeus Stevens et Butler ministres une aussi monstrueuse proposition, il est certain que pas qu'il y ait dans cette assemblée assez de gens déraisonnables pour se prêter à cette bataille à leur suite dans l'abîme de la guerre civile.

Le résultat des élections d'octobre et probablement aussi celui des élections de novembre, ne laisse aux ardents belligérants de ces gouvernements européens qui ne trouvent pas de meilleur prétexte pour déclarer une guerre, dont ils ont depuis longtemps arrêté le dessein, que le prendre soin de leurs préparatifs de défense de leurs adversaires, et de demander un désarmement immédiat.

RÉCRIMINATIONS.

Nous avons fait part au public des griefs de Mme Lincoln contre la parti républicain en général et les anciens amis de son mari en particulier. Il n'est que juste d'ouvrir la réponse des soudis amis, qui se prétendent les plus honnêtes du monde. Voici comment le correspondant à Washington du *Boston Post* décrit le grand complot des radicaux pour le renversement du pouvoir législatif :

Les chefs radicaux actuellement ici se vantent, en confidence, à leurs amis de l'achèvement de leurs plans pour l'avenir. Ils disent que le général Hunter a déjà préparé une proclamation conjointe qui déclare que tout fonctionnaire contre lequel une mise en accusation sera prononcée, sera suspendu de ses fonctions pendant le jugement. Immédiatement après le passage de cette résolution, la mise en accusation sera votée sans délai à la Chambre au moyen de la question préalable, et M. Wade sera assermenté à prêter serment comme faisant fonctions de Président des Etats-Unis. Votre correspondant a demandé à un de ses messieurs par quels moyens ils comptaient assurer à M. Wade le fauteuil présidentiel après sa prestation de serment au Capitole. Sur ce point, a-t-il dit, le peuple, il y a quelque doute, attendu que le général Grant n'a donné aucune assurance et n'a voulu indiquer cette de chef Présidentiel qu'il reconnaîtrait ; mais en cas de refus de sa part d'embrasser la cause des radicaux, ils se rejetteront sur le milieu des Etats du Nord, aussi bien que sur leur propre organisation, la Grande Armée de la République, dont une grande partie se trouvera à Washington. Je fis observer alors que le succès des conservateurs dans les élections d'automne causerait probablement un changement dans ce programme. Mon interlocuteur répondit : Oh, cela nécessiterait seulement une plus grande fermeté et une action plus prompte. Il ajouta aussi qu'on croyait que M. Johnson résisterait, dans le but de gagner la faveur de résistance que lui avait faisée le Congrès serait facilement surmonté. Tel est le programme désespéré des révolutionnaires, et le cas de bonne source qu'il sera strictement exécuté.

En admettant que le correspondant de *Boston Post* ait bien informé en ce qui concernait les intentions alors arrêtées des meneurs radicaux, nous avons peine à croire qu'après la leçon sévère que les électeurs de la Pennsylvanie et de l'Ohio viennent de donner à leur parti, ils aient l'audace de persister dans des semblables actes téméraires. Leur organisation entière, connue sous le nom de Grande armée de la République, n'est pas une organisation assez homogène pour qu'ils puissent compter sur elle. Ils n'ont aperçu dernièrement que des faux frères s'y étaient glissés, et qu'elle était entachée de levain démocratique. On trouve beaucoup de bouche parlerie tant qu'il ne s'agit que de délibérer, mais quand il faut aller attacher le grelot et payer de sa personne on trouve fort peu de dévoués d'acteur. Quant aux milices des Etats du Nord, elles sont divisées de sentiment, exactement dans la même proportion que les électeurs, c'est-à-dire à peu près également. Qui osera prendre la responsabilité d'un appel aux armes qui mettrait aux prises deux millions d'électeurs républicains contre deux millions d'électeurs conservateurs !

Après les manifestations populaires qui viennent d'avoir lieu, toute tentative de la part du Congrès pour priver le Président du pouvoir exécutif par des moyens autres qu'une condamnation prononcée par le sénat, suivant les formes actuellement prescrites, serait un défi jeté à l'opinion publique, un brandon de discorde capable de faire une guerre civile effroyable ; et, si le cœur au Congrès des gens fous au point de nommer comme Thadeus Stevens et Butler ministres une aussi monstrueuse proposition, il est certain que pas qu'il y ait dans cette assemblée assez de gens déraisonnables pour se prêter à cette bataille à leur suite dans l'abîme de la guerre civile.

Le résultat des élections d'octobre et probablement aussi celui des élections de novembre, ne laisse aux ardents belligérants de ces gouvernements européens qui ne trouvent pas de meilleur prétexte pour déclarer une guerre, dont ils ont depuis longtemps arrêté le dessein, que le prendre soin de leurs préparatifs de défense de leurs adversaires, et de demander un désarmement immédiat.

Nouvelles d'Europe.

Nous avons reçu hier soir des journaux de Paris du 27 septembre, arrivés en 14 jours. Nous empruntons au *Journal des Débats* de cette date les paragraphes suivants :

L'arrestation de Garibaldi, approuvée par la grande majorité de la presse parisienne, a cependant été blâmée avec vivacité ou même avec violence par un petit nombre de journaux. Quel serait pourtant, à leur avis, le devoir de notre gouvernement vis-à-vis d'un français qui, même après avoir rendu les plus immenses services au pays, s'avisérait de marcher, de son propre autorité, à la conquête de la Suisse ou de la Belgique ? Ce serait-il du faire les ministres du roi Louis-Philippe, si Lafayette s'était en pour mis à la tête d'une troupe de volontaires pour aller s'emparer des provinces rhénanes ? Nous ne pensons pas qu'on puisse donner à cette question deux réponses différentes.

Nous avons reproduit il y a quelques jours un article où le *Débat* de Vienne demandait le rétablissement de royaume de Pologne. On n'a pas oublié qu'à peu près au même moment *le Nord* publiait, sans la signature du secrétaire de rédaction, un article dont l'auteur arrivait à la même conclusion. Le *Journal de Saint Pétersbourg* s'occupe aujourd'hui de ces deux Manifestes, et affecte d'en trouver plaisants. Que dira-t-il quand il lira le récit de la séance du Reichstag dont le télégraphe nous transmettait hier l'analyse ? C'est M. de Bismark qui cette fois a prononcé le nom de la Pologne et a pris ce malheureux pays pour exemple, afin de montrer qu'une dénomination exercée sur des nations qui voudraient s'y soustraire est en général fort peu utile ; il a ajouté, il est vrai : quoique parfois indispensable. Mais on sera t'on pas étonné et blessé en Russie de voir un allié choisir un pareil moment pour condamner, dans une certaine mesure, le partage de la Pologne ?

On lit dans *la France* :

"Dans une note relative à certains bruits de remaniements ministériels, *la Presse* prétend que M. le duc de Persigny et M. le comte Walewski ont été mandés à Biarritz et sont partis pour la résidence impériale.—Cette nouvelle est tout à fait inexacte.

L'Indépendance belge publie la dépêche suivante :

Munich, mardi 24 septembre.

"La *Gazette de Bavière* publie un article officieux dans lequel elle dit que le gouvernement regarde que alliance de la Bavière avec la France comme étant inadmissible dans l'hégémonie de l'Autriche sur l'Allemagne du Sud.

"L'entrée immédiate de la Bavière dans la Confédération du Nord, serait également impossible. La politique de la Bavière n'a pas de but positif en ce moment.

Voici le dernier discours du général Garibaldi à Arezzo :

"Grâces vous soient rendues pour vos démonstrations. Elles sont d'autant plus douces à mon cœur qu'elles me prouvent de plus en plus que quand l'heure sonnera, chacun sera à son poste. Je vous remercie au nom de Rome. De même que la tête est nécessaire au corps humain pour qu'il soit un vrai corps, de même l'Italie ne saurait être complète sans Rome.

"A quoi sert qu'un dedans et au dehors on cherche, par le bruit et les clameurs, a couvrir la voix de la ville aux sept collines qui nous appelle ! Les clameurs intérieures seront réduites au silence par la volonté intérieure. Quelles ils disent..... Sait..... Les peuples de l'Europe ne confirment pas davantage que l'on foule aux pieds impunément les droits d'autrui.

"Quand un membre de la famille crie au secours, quand il désire rentrer dans le foyer commun, qui n'a le droit de le repousser, et les larmes du malheur qu'on lui fait ne tendre leur illusions ? Les Italiens ne manqueront pas certainement à ses devoirs ; elle ne demeurera pas sourde à la voix de Rome."

Tous les sénateurs ont crié : *A Rome ! à Rome !* (*Gazette de Turin*)

On lit dans le *Mémorial diplomatique* :

"D'après les avis les plus récents de Vienne, le voyage de l'empereur et de l'impératrice d'Autriche à Paris, qui était annoncé pour le 15 octobre, serait avancé de quelques jours. (L. M. M. arriveraient vers le 20.

Les commandants des troupes pontificales et ceux des troupes italiennes échelonnées sur la frontière des deux Etats se sont entendus pour pourvoire les garibaldiens, sans tenir compte des délimitations territoriales, respectées en temps ordinaires, mais il est convenu que les troupes des deux gouvernements ne seront sur le territoire empiraté par elles que pendant le temps nécessaire à la conduite des opérations qui en motivent l'occupation.

Il n'a pas été question que les troupes italiennes pussent garder, même provisoirement, les positions occupées par elles sur le territoire pontifical.

"Nous croyons savoir que mercredi, dans la matinée, le nonce du Saint-Siège à Paris a eu une audience des affaires étrangères pour faire expriner à l'Empereur, par l'intermédiaire de M. de Moustier, l'expression des seuls sentiments de gratitude du Saint-Siège à l'occasion de l'arrestation de Garibaldi. Le gouverne ment pontifical reconnaît que les mesures heureuse ai ment prises dès qu'elles l'expédition projetée contre les Etats romains a pu être arrêtée sont dues à l'influence du cabinet des Tuileries."

On lit dans le même journal :

"La circulaire du comte de Bismark du 7 septembre, adressée aux agents du Hanovre, rentre non seulement dans la catégorie des Notes confidentielles dont il est d'usage de donner communication verbale ou tout au plus les textes sans en laisser copie, mais encore dans celles des documents destinés exclusivement aux Légations gouvernementales et aux chefs des quatre Etats de l'Allemagne du Sud. C'est ce qui explique pourquoi elle n'a pas été reproduite par le *Moniteur prussien*, mais par les journaux officieux des gouvernements de la Bavière et du Wurtemberg.

PROPOSITION DU CZAR AU SULTAN

Vienne, le 20 septembre.

La *Nouvelle Presse libre* publie, comme lui venant de source authentique, un Mémoire sur l'entrevue du czar avec Fuad Pacha, lors de la mission de ce dernier à Livadia.

Après les salutations d'usage de la part de Fuad Pacha, le czar exprima sa complète satisfaction de l'élan qui avait été fait par le Sultan et Etat si influent pour cette mission. Il demanda si Fuad était autorisé à traiter directement avec lui sur les affaires de la Turquie.

Fuad Pacha répondit négativement, en ajoutant qu'il était chargé seulement de se faire l'interprète des sentiments de son maître, qui assurait que le Sultan nourrissait personnellement pour le czar. Celui-ci en exprima sa reconnaissance et se déclara prêt à traiter directement avec le Sultan. Quant pour cela ne, ajouta-t-il, qu'il voulait faire part à Fuad Pacha de ses idées sur la situation du moment. Il ajouta qu'en acceptant ces idées le Sultan pourrait assurer à son empire le calme et la paix.

Fuad Pacha se déclara prêt à écouter le czar, mais seulement en qualité de parlementaire, en mission officielle étant terminée.

Le czar dit qu'il suffisait que Fuad Pacha, en quelque qualité qu'il écoutât, redit au Sultan ce qu'il allait entendre.

"J'espère, continua-t-il, que le Sultan et le Sublime Porte sont pénétrés de la conviction qu'ils ont en moi un ami parfaitement désintéressé. (Fuad Pacha s'inclina silencieusement). Vous devez être convaincus que le but de ma politique a toujours été de conserver l'intégrité de l'empire ottoman, et de mettre d'accord les intérêts des nos populations chrétiennes, dont je suis le protecteur naturel, avec les intérêts du gouvernement ottoman. Le empereur Alexandre ajouta que la communication qu'il allait faire lui était uniquement inspiré par son amitié pour le Sultan, ainsi que par l'intérêt qu'il avait à la conservation de la domination ottomane en Europe. "Car, bien entendu, dit il, je suis contre vouloir par principe."

"Vous avez sur les bras cette malheureuse affaire de Candie qui a fait verser beaucoup de sang. Soyez enfin généreux ; il vous faut céder cette île à la Grèce ; l'empire ottoman est trop vaste pour ne pas se résoudre d'un pareil sacrifice. L'Europe lui sera reconnaissante de la générosité qu'il aura donnée par cette cession et la paix du monde, et vous pourrez être sûr que, dans ce cas, je ne laisserai rien faire qui pourrait être contraire aux intérêts de l'empire ottoman." Le czar engagea Fuad à convaincre le Sultan que la cession de la Crète était tout à fait indispensable.

Fuad répondit que le gouvernement turc entrerait ainsi dans la voie la plus fatale. Durant les de l'archipel suivraient l'exemple de celle de Crète L'Epire et la Thessalie voudraient également se séparer de la Turquie.

Le czar n'admit point cette objection. Il dit à Fuad : "Si cette affaire se trouve résolue à la satisfaction générale, vous pouvez compter sur mon assistance au moins dans les limites de la justice."

A quoi Fuad répondit que la chose était impossible, attendu que si le Sultan ni son gouvernement ne voudraient accueillir une semblable proposition.

La conversation roula ensuite sur la rectification des frontières serbe et sur la question bulgare. Le czar chargea Fuad Pacha de répéter au Sultan ce qu'il venait de lui communiquer, et de l'engager à accepter les idées émises par lui, en représentant à S. H. qu'il valait mieux avoir pour ami le Sultan que de rester sur des amis qui sont à l'autre bout du monde, et qui, tout en se mêlant en avant comme les défenseurs de la Turquie quand même, ne font en réalité que de se mettre à la remorque de la politique de ce même voisin.

"Dites au Sultan, ajouta S. M. russe, que le voisin, dans un moment donné, pourrait cesser d'être conservateur, et qu'alors la Turquie aurait à compter avec toutes les forces qui sont à sa disposition."

A son retour à Constantinople, Fuad aurait reçu de l'ambassadeur de Russe près la Sublime-Porte la communication d'un projet d'alliance russo-turque ayant pour base l'autonomie politique et administrative de l'île de Crète, la neutralité de la Porte dans l'éventualité de complications que pourraient survenir, et le règlement directe des questions sanctionnées entre la Porte et la Russie, à l'exclusion de toute autre puissance.

Ce projet d'alliance aurait été repoussé par la Porte.

— S'il faut en croire une correspondance locale, en a reçu avant-hier à Vienne, du chef de l'ex-Vice-roi, des nouvelles de l'état de la santé de l'impératrice Charlotte ; d'après ces nouvelles, cet état continue à s'améliorer. Chaque jour l'impératrice reçoit la visite de ses parents, fait de petites promenades dans le jardin de Chapultec, écrit des lettres, fait de la peinture, et cela indique la trêve d'un dérange ment d'esprit.

Au point de vue physique, l'état de la malade est bien plus fait à rassurer ; l'impératrice prend régulièrement repas et a son sommeil régulier. Tout montre que le séjour dans un climat contribuer au rétablissement complet de l'intéressante princesse qui, du reste, n'a pas encore été informée de la fin tragique de son mari. (*Correspondance générale*)

— On nait que le commerce parisien a tout jours recherché l'actualité pour ses spéculations. Il vient encore de nous en donner la preuve. *Le Nord, le Petit Journal, le Petit Moniteur, et la Patrie* ont tant d'entre.

Le boulevard vient de l'obtenir bête. Il a promptement fait employer l'autorité pour empêcher un commerçant de mettre sur son enseigne :

A la Mort de Maximilien.

On télégraphie de Cuba que M. Otterbourg, ex-ministre des Etats Unis à Mexico, est arrivé à la Havane.

M. Plumb, qui prend la place de M. Otterbourg, est arrivé à Vera Cruz le 27 du mois dernier.

CHRONIQUE LOCALE.

TEMPÉRATURE.—11 octobre.

THERMOMÈTRE DE L'ÉTAT, Opticien, Encoignure Chartres et Bienville.	
6 heures A. M.	74 deg.
Midi	79 "
3 heures P. M.	79 "
6 heures P. M.	79 "

MORTALITÉ.—Le nombre des décès a été de 83 dans le dernier bulletin fourni par le bureau de santé. 49 personnes sont mortes de la fièvre jaune, 12 d'autres fièvres et 22 de maladies ordinaires.

TENTATIVE DE VIOL.—Nicholas Aubert, âgé de 55 ans, a été arrêté jeudi soir dans sa maison de la rue Louisa, sous l'accusation d'avoir voulu commettre un viol sur une petite fille âgée de quatre ans. Le lieutenant Sinnecker rapporte qu'Aubert est employé comme jardinier par M. Lincoln, ex-consul britannique.

FEU.—Un incendie détruit hier matin vers les 7 heures une bâtisse à deux étages de la rue St-Mary No 133. La maison appartenait à M. Manouvrier et était assurée à la Compagnie d'assurance de la Louisiane pour $3000. La cause en est inconnue.

LE MEURTRE DE WELIS.—Nous avons rapporté cette affaire deux ou trois fois déjà. Le prisonnier, Salvador Weis, a été renvoyé devant la Première Cour de District.

Ont été entendus également devant la même Cour, Frank Perkins et George Williams, accusés par Chrétanto Eglise, capitaine du schooner Schooner, mouillé dans le Nouveau Bassin, d'avoir volé une yole et 250 yardes de toile, le 10 du courant. Les prévenus ont été requis de donner chacun un cautionnement de $500 pour répondre de leur comparution devant la Première Cour de District.

TENTATIVE DE SUICIDE.—Wm. Brant, garçon tailleur, âgé d'environ 28 ans et natif d'Irlande, a tout porte trois coups de couteau au côté droit de la poitrine, et ensuite plusieurs coups de canne, hier vers 2 heures de l'après midi. Le manque coûte abondamment de ses blessures, et à l'heure où ces lignes paraîtront sous les yeux de son lecteur, le suicide sera probablement accompli. Brant a été transporté à l'hôpital et a dit, chemin faisant, qu'il avait parfaitement ce qu'il avait fait, qu'il l'avait fait de propos délibéré, et que cela ne regardait personne. Par conséquent il n'est pas probable qu'on sache rien des causes qui ont déterminé chez Brant cet acte de désespoir.

COMPAGNIE D'ASSURANCE NATIONALE.—On verra plus loin les noms des directeurs de cette compagnie qui continue à assurer contre les risques de mer, de rivière et de feu, aux taux fixés par le Bureau des assureurs. Ces noms, parmi lesquels nous remarquons ceux de MM. Wm Whann, président, Louis Schneider, vice-président, et Eug. Gauchoux, secrétaire, inspirent toute confiance, et nous recommandons la Compagnie d'Assurance Nationale comme une des meilleures de cette ville.

NOUVELLES MARITIMES.

Malaga, 14 sept—Expédié pour la Nouvelle-Orléans, brick Caroline, capt Perkins.

Boston, 2 oct.—Expédiés pour la Nouvelle-Orléans, barque Arlington, le 3, barque Robert Allen.

Gardiner, Maine—Expédiés, goélette J. A. Ward, Mlle-Orléans.

PAR LE TELEGRAPHE.

DÉPÊCHES TRANSMISES A L'*ABEILLE*

Nouvelle baisse sur le coton.

Billets du Trésor contrefaits.

Elections du Connecticut.

20 villes de plus gagnées par les démocrates.

Actes de terrains à rente, soumis au timbre.

Résistance armée des nègres dans le comté de Norfolk.

Elections de l'Iowa.

Londres, 11, midi — Consolidés, 94 11/16. Bons, 71 7/8.

Liverpool, 11, midi—Coton *ferme*. Vendu, 10,000 balles à 8 1/8. Orleans, 8 1/2.

Vendu dans la semaine 70,000 balles dont 19,000 pour l'exportation et 4,000 pour la spéculation. Stock 737,000, dont 216,000 de produits américains.

Londres, 11, 2 P. M.—Bons en baisse de 1/8, à 71 3/4.

Vicksburg, 11—Descendu, le Henry Adkins et le Quitman. Le Beuve baisse.

Louisville, 11—Vendu, 70 boucauts de tabac de $4 15 à $6. Farine superfine, $8 50. Coton plat, 15 1/2 à 16. Fromage en baisse de 1/2 cent. Porc mess $24.

Cincinnati, 11—Farine, inactive et en baisse. De famille, $12. Maïs calme. Coton plat et incertain. Middling nominal 17 1/2. Graisse 13 1/2. Fromage ferme à 11 1/2. Beurre rare et ferme à 35 et 40. Pommes de terre, sans vente à $3.

Mobile, 11—Coton irrégulier à 15 1/2. Vendu, 600 balles. Reçu, 1,213. Reçu jusqu'à cette date, 18,125. Stock, 13,250.

Un décès de la fièvre jaune aujourd'hui.

Baltimore, 11 — Coton 20. Farine calme et ferme.

New York, 11—Coton en baisse de 1/2 à 1 c. Vendu 2000 balles. Mid. Upl. 18.

New York, 11—D'autres lots de petits billets du Trésor contrefaits ont paru sur la place. *L'Express* dit qu'en dépit de la pénétrer qu'il y a une autre omission, les négociants refusent d'a cheter les billets.

Washington, 11 — Le *Times* de Hartford (Conn) dit que la première fois, en 13 ans, que les Démocrates ont emporté une majorité des villes de cet Etat. Nous avons gagné plus de 20 villes dans ces élections d'automne. Le gain en pouvoir le cabinet qui a duré une heure et demie aujourd'hui ; tous les départements étaient représentés.

Le Baltimore *American* place Grant à la tête des seules communes pour candidat à la présidence.

— Le mercure a monté aujourd'hui et sans avoir les vrais 7 30 sous les yeux, il est impossible de découvrir les faux. Il est été découverte au Trésor aujourd'hui quelques 5 v. 7 3/10 ressemblant double emploi. Les graveurs ont dit que le travail n'a pas été fait dans ce pays, mais de ceux qui auraient été assez habiles pour le faire ne voulant prostituer ainsi son talent.

Recettes des douanes pour la semaine finissant le 5—$2,472,000.

Le Revenu de l'Intérieur a reçu aujourd'hui $359,000.

Il a été décidé que les actes de terrains à rente seraient timbrés comme les autres actes de mutations foncières.

St Louis, 11—Tabac sans changement. Pas d'affaires en coton. Farine 7 50, XX 9 50 Maïs 78 cents. Lard 15, jambons au sucre 20 1/2, saindoux 14 1/2.

New York, 11—Fonds bien tenus. Argent 70 0/0 Or 143 3/4 5-20, 112 3/4—Montant des 7 30 contrefaits dans circulation ville, $120,000. Les primeurs détenteurs sont Vermilye & Co, $31,000; Jay Cook $30,000, dont $10,000 sont venus de Fonest; Fike, Hatch & Co $10,000 dont $6000 viennent de la Pâtisse. Smithers & Co $10,000. D'autres maisons ont de plus petits lots. Presque tous sont venus de l'ouest.

Washington, 11—On n'a reçu par les voies régulières ou par les dépêches particulières rien qui change les rapports reçus à midi. La Pensylvanie est regardée comme absolument sure par les démocrates, mais ils feront un compte officiel pour décider de l'élection du gouverneur de l'Ohio, les chances favorisent incertement Hayes. La correction des chiffres reçus hier sur la législature de l'Ohio est confirmée par d'autres rapports.

Augusta, 11—Coton plat, peu d'affaires. Vendu 169 balles à 16. Reçu 746.

Charleston, 11—Coton en baisse de 1/2 à 3/4 de cent. Mid à 16. Vendu 186 balles. Reçu 1,000.

Savannah, 11—Coton lourd et en baisse à 16 1/2. Vendu 350 balles. Reçu 1,175. Stock 4,315 balles.

Richmond, 11—Le général Imboden, de l'armée confédérée, a est présenté aujourd'hui à l'enregistrement des votants, en vertu de la proclamation d'amnistie du Président, et a été reçu.

Des nouvelles du comté de Norfolk représentent l'état de choses comme très sérieux parmi les nègres qui y sont depuis. Non seulement ils résistent aux soldats nègres, mais encore ils convoquent des meetings où ils se rendent en armes, et dans une de ces réunions le principal orateur a déclaré que les nègres étaient plus puissants que les blancs dans le Sud et qu'ils gardaient à tout hasard les terres où ils se trouvaient.

Des Moines, Iowa, 11—29 comtés dont on a les retours, donnent une majorité républicaine de plus de 14,000. Les autres comtés élèveront cette majorité à 15,000.

Dépêches d'hier après midi.

Philadelphie, 11—Le journal *Age*, dans son tableau, donne à Sheridan 1,000 majorité. Le de famille, $12. Mais calme. Coton plat et incertain. Middling nominal 17 1/2. Graisse 13 1/2. Fromage ferme à 11 1/2. Beurre rare et ferme à 35 et 40. Pommes de terre, sans vente à $3.

Mobile, 11—Coton irrégulier à 15 1/2. Vendu, 600 balles. Reçu, 1,213. Reçu jusqu'à cette date, 18,125. Stock, 13,250.

Un décès de la fièvre jaune aujourd'hui.

Baltimore, 11 — Coton 20. Farine calme et ferme.

New York, 11—Coton en baisse de 1/2 à 1 c. Vendu 2000 balles. Mid. Upl. 18.

New York, 11—D'autres lots de petits billets du Trésor contrefaits ont paru sur la place. *L'Express* dit qu'en dépit de la pénétrer qu'il y a une autre omission, les négociants refusent d'acheter les billets.

Washington, 11 — Le *Times* de Hartford (Conn) dit que la première fois, en 13 ans, que les Démocrates ont emporté une majorité des villes de cet Etat. Nous avons gagné plus de 20 villes dans ces élections d'automne. Le gain en pouvoir le cabinet qui a duré une heure et demie aujourd'hui ; tous les départements étaient représentés.

Le Baltimore *American* place Grant à la tête des seules communes pour candidat à la présidence.

— Le mercure a monté aujourd'hui et sans avoir les vrais 7